

JEAN-FRANÇOIS LISÉE

COMMENT METTRE

LA DROITE K.-O.

EN 15 ARGUMENTS

Stanké

SOMMAIRE

Introduction – De quoi se flinguer!	11
Qu'est-ce que la droite? – Et la gauche? – Droite québécoise et détestation de soi – Mettre la droite K.-O.	
I – Les fausses affirmations de la droite	21
Affirmation 1: Le Québec est économiquement médiocre	23
Affirmation 2: Les Québécois ont un niveau de vie très faible, en comparaison de leurs voisins	26
Affirmation 3: Les Québécois ne sont pas travailleurs ..	35
Affirmation 4: Les Québécois ne sont pas productifs ...	39
Affirmation 5: Le Québec est le champion américain de la pauvreté	43
Affirmation 6: Le Québec est un « enfer fiscal »	47
Affirmation 7: Le haut taux de syndicalisme québécois est un boulet	51
Affirmation 8: Le Québec impose un fardeau trop lourd à ses entreprises	55
Affirmation 9: Malgré les impôts élevés qu'ils paient, les Québécois n'en ont pas pour leur argent	59
Affirmation 10: Le Québec est infesté de fonctionnaires	62
Affirmation 11: Le Québec est l'endroit où l'on trouve le plus de gens qui ne paient pas d'impôts	64
Affirmation 12: Le Québec souffre d'un des pires endettements au monde	67

Affirmation 13: Sans la péréquation, les Québécois seraient sans le sou	74
Affirmation 14: Les Québécois forment une tribu nombriliste, refermée sur elle-même	81
Affirmation 15: Le faible taux de natalité québécois est un signe de déclin	87
II – Et si on faisait encore mieux?	91
Nous concentrer sur l'augmentation de la productivité – Tabler sur notre énergie et dégonfler notre dette – Trouver de nouveaux revenus pour financer notre générosité	
III – La droite n'en parle jamais!	103
Le Québec, un havre de faible criminalité sur le continent américain – Obésité: le Québec ne fait pas le poids! – Jeux de hasard: les Québécois pas si accros que ça – La statistique qui ne tue pas: l'espérance de vie	
IV – Et la souveraineté, c'est mort?	113
Le courant-jet de la souveraineté – Les jeunes, plus Québécois que jamais – On s'attache au Québec, on se détache du Canada – Un autre progrès: l'estime de soi économique – Un prédicteur, pas une affaire conclue – La volonté politique – Gauche, droite et souveraineté – Parizeau, homme de gauche? – La coalition souverainiste, aujourd'hui et demain	
Conclusion – La montée de la droite? Une illusion d'optique	133
Le bruit: le volume de la droite monte – Et les idées de droite dans l'opinion publique? – Un vrai recul: le respect pour l'entreprise privée – Une « amirkhadirisation » du Québec? – Une indication plus concrète – Les faits: la droite, combien de divisions?	
Remerciements	143
Sources	145

Introduction

DE QUOI SE FLINGUER!

Saviez-vous que le taux de suicide, au Québec, n'est pas parmi les plus élevés au monde? Qu'il n'est ni parmi les cinq premiers? Ni parmi les dix premiers? Ni parmi les vingt premiers? Non?

Moi non plus, je ne le savais pas, avant de me pencher sur la question pendant cinq minutes et de trouver dans Internet des données comparatives à l'échelle mondiale.

Comme vous, je croyais que le Québec était l'un des champions du taux de suicide, car c'est ce que je lisais presque chaque année dans les journaux. Et que ce taux de suicide affolant était le symptôme d'un grave dysfonctionnement de la société québécoise. Un cri d'alarme qui nous était adressé, à nous Québécois, bien davantage qu'aux autres nations industrialisées.

Or, ce taux n'a jamais été parmi les cinq premiers de la planète, et il ne nous plaçait qu'au vingt-sixième rang en 2009, selon les derniers chiffres de l'Organisation mondiale de la santé, derrière des pays où il fait

bon vivre comme la Finlande, la Belgique, la France (« Heureux comme Dieu en France », disent les Allemands) ou encore ce paradis sur terre qu'est la Suisse.

Le résultat québécois va probablement encore s'améliorer, car le taux de suicide chez nos concitoyens a chuté de plus du tiers ces dix dernières années.

Quel rapport avec la droite ? Le voici : à lire tout ce qui s'écrit et se dit, dans la droite québécoise, sur la « médiocrité » de l'économie québécoise, sur l'enfer fiscal dans lequel nous sommes enfermés, sur le corporatisme et la sclérose que nous imposent l'État, les syndicats et la gauche, sur notre endettement catastrophique, notre niveau de vie anémique, notre faible productivité, notre propension à ne pas travailler, bref, sur notre immobilisme, une très grande question s'impose à nous : mais pourquoi donc notre taux de suicide n'est-il pas parmi les plus élevés au monde ?

Réponse : parce que les Québécois n'arrivent pas à croire la droite. Ils n'ont pourtant pas l'habitude de se croire supérieurs. Ce serait plutôt le contraire. Nous sortons d'une longue tradition d'autoflagellation, nous croyant « nés pour un petit pain » et ne nous étant découvert des talents pour l'économie et les affaires qu'au cours des toutes dernières décennies.

Pourtant, en ce début de XXI^e siècle et alors qu'une crise économique mondiale aurait dû nous faire replonger, les arguments de la droite aidant, dans notre déprime historique, les Québécois se regardent, observent ce qui se passe autour d'eux, et n'arrivent tout simplement pas à croire qu'ils sont les cancre de l'Occident.

Ainsi, interrogés au printemps 2010 par CROP, qui cherchait à savoir comment le Québec se comparait aux autres nations industrialisées, 26 % des Québécois ont déclaré que la situation québécoise était « moins avantageuse » que celles des autres nations.

Mais 51 % ont affirmé que la situation québécoise était « comparable » à celle des autres pays industrialisés. Et pas moins de 21 % ont poussé l'optimisme jusqu'à dire que le Québec se comparait « avantageusement » aux autres nations. Soit un total de 71 % de Québécois non complexés et non convaincus par l'offensive dépressive de la droite.

Cela ne signifie nullement que la droite québécoise baisse les bras. Au contraire. Le poids médiatique des tenants de la droite conservatrice, dont certains sont même proches des thèses du Tea Party américain et de Sarah Palin, est plus fort que jamais.

QU'EST-CE QUE LA DROITE ?

Fondamentalement, qu'est-ce que la gauche et qu'est-ce que la droite ? Dans leur excellent ouvrage *La Gauche et la droite – Un débat sans frontières*, les politologues Alain Noël et Jean-Philippe Thérien, de l'Université de Montréal, avancent cette définition :

D'un côté se trouve la droite, qui est pessimiste sur la nature humaine, considère la vie comme une compétition acharnée entre les individus, recherche la sécurité pour se prémunir contre une violence toujours possible, et définit l'égalité en termes de droits individuels. Et, de l'autre, il y a la gauche, plus optimiste sur l'humanité, confiante dans la capacité de vivre ensemble des communautés, soucieuse de voir l'État protéger les citoyens des risques sociaux, et désireuse de réaliser ce qu'elle considère comme la véritable humanité.

C'est la ligne de fracture essentielle. Elle se réinvente à chaque époque. Depuis quelques décennies, la droite s'incarne dans le néolibéralisme, qui propose une réduction de l'État, des systèmes d'entraide publics, de la fiscalité et de son action « redistributrice », de

la réglementation. Que cette politique ait conduit, depuis 2008, à la pire crise qu'ait connue la planète depuis les années 1930 n'inhibe en rien les porteurs de cette idéologie.

Et on doit à la vérité de dire que, sauf pour quelques porte-parole libertariens, la droite québécoise est moins virulente que celle de nos voisins du Sud, qui semblent déterminés à ramener les États-Unis à l'âge de pierre, économiquement et socialement.

Soyons précis. De qui parle-t-on lorsqu'on désigne la droite québécoise? De la droite décomplexée et libertarienne du Réseau Liberté-Québec, qui prône un désengagement complet de l'État. De la machine à études de la droite, l'Institut économique de Montréal (IEDM), qui souhaite faire reculer, par exemple, le droit du travail québécois au niveau néanderthalien américain. Du Conseil du patronat, plus modéré, mais qui suit l'IEDM sur ce terrain. De l'Action démocratique du Québec, qui ne croit qu'aux vertus du privé. D'un certain nombre de chercheurs associés et de commentateurs économiques et politiques, qui sont à la fois des détracteurs permanents du Québec, de l'État, du service public, des fonctionnaires, des taxes et des impôts, des lois et réglementations et, bien sûr, des syndicats, des écologistes et des groupes sociaux.

Du Parti conservateur de Stephen Harper, bien sûr, mais aussi du Parti libéral de Jean Charest, qui a raté son programme de réingénierie de l'État et de vente globale au privé des fonctions de l'État, mais qui gruge, année après année, le secteur public, ayant anémié le ministère des Transports au point qu'il est inapte à traquer la collusion et la corruption.

L'influence des thèses de droite se fait sentir jusque dans certaines déclarations de François Legault, qui affirme sur toutes les tribunes que les Québécois touchent 45 % moins de revenus que les Américains, ce qui est absurde. Au total, le virus idéologique de droite nous

est présenté depuis trois ans avec une ardeur nouvelle, notamment dans les deux quotidiens les plus lus au Québec : le *Journal de Montréal* et le *Journal de Québec*, où dominant désormais les chroniqueurs de droite.

Tout est bien sûr question de degré. La droite libertarienne, très forte dans le Tea Party américain, présente dans le Parti conservateur canadien et dans l'ADQ, souhaite le démantèlement de l'État providence, la réduction de l'État à sa plus simple expression. Elle estime que, libérés de la « tyrannie » de l'État, les individus, essentiellement laissés à eux-mêmes, seront plus heureux et plus prospères. Aucune expérience historique ne soutient cette thèse, mais, comme les marxistes-léninistes, les libertariens répondent que c'est parce qu'aucun État n'a correctement appliqué leurs thèses.

ET LA GAUCHE ?

La gauche sociale-démocrate (la seule qui compte au Québec, Québec solidaire se montrant d'ailleurs remarquablement modéré depuis sa création) croit au contraire à la nécessité d'un État fort pour assurer au plus grand nombre l'égalité des chances, la qualité de vie et la correction des inégalités et de la pauvreté induites par le marché. Toute l'expérience occidentale, de l'après-guerre jusqu'à la fin des années 1970, atteste des succès de cette approche.

Les « trente glorieuses » (de la fin de la guerre en 1945 à la crise pétrolière de 1973) ont été la période de la plus forte croissance économique, mais également l'ère des taux d'impositions élevés, de la construction de l'État providence, du déploiement du syndicalisme, le tout se traduisant par l'émergence d'une vaste classe moyenne partout en Occident.

Ma lecture du débat politique québécois actuel est qu'il n'existe probablement pas plus de 10% de nos concitoyens qui souhaitent un démantèlement de

l'État providence, comme le propose la vraie droite, celle du Réseau Liberté-Québec et d'une partie de l'Institut économique de Montréal.

L'essentiel du débat se déroule entre deux tendances. D'une part, les Joseph Facal et Lucien Bouchard et, d'autre part, les troupes du PLQ, de l'ADQ et François Legault, qui estiment que cet État providence devrait faire une place plus grande au secteur privé, sans toutefois s'effondrer.

Et, d'autre part, les sociaux-démocrates, dont je suis avec beaucoup d'élus péquistes, de syndicalistes jeunes et vieux du vaste réseau de l'économie sociale, qui souhaitent réformer l'État providence pour le rendre plus efficace, plus souple, plus innovant, donc plus solide et porteur d'encore plus de justice sociale.

(Il y a bien sûr des fossiles qui ne veulent rien changer. Ils ne représentent qu'eux-mêmes.)

J'estime que l'immense majorité des Québécois se retrouvent dans ces deux options et qu'on interprète comme des signaux de droite dure de simples impatiences face à un appareil d'État jugé (parfois à tort, souvent à raison) trop rigide et trop dépensier. Les Québécois réclament une saine gestion, pas une contre-révolution tranquille.

Je crois qu'il n'en tient qu'aux sociaux-démocrates de démontrer leur capacité d'innovation et d'efficacité pour remporter ce débat dans l'opinion publique.

DROITE QUÉBÉCOISE ET DÉTESTATION DE SOI

Que dit la droite exactement? Je pige un exemple au hasard. En septembre 2011, on lisait dans le *Journal de Montréal* cette chronique de Benoît Aubin, donnant son avis sur les Québécois :

Nous avons développé ici un mépris de la loi, et une complaisance face aux responsabilités individuelles qui

n'ont d'égal que notre tolérance de la médiocrité et de « l'à-peu-près ». [...] Des diplômes bidon ne servent qu'à gravir les échelles de salaires conventionnées. Et les ponts tombent...

Les ouvriers savent tous qu'il se « passe des affaires » sur les chantiers et dans les syndicats. Pas un mot. Aux transports, 5 600 fonctionnaires n'ont rien vu, ou rien dit. Les politiciens ne veulent pas savoir si leur financement est moral, pourvu qu'il soit légal.

Nous vivons dans une société surtaxée qui n'en donne à personne pour son argent, une société plus intéressée à protéger ses acquis qu'à bâtir l'avenir : un milieu propice à ce type de cancer.

Ce n'est pas tant d'une commission d'enquête dont un certain Québec a besoin en ce moment, mais d'un miroir, pour mieux voir ce qu'il est devenu.

Il y a un détail intéressant dans ce portrait : les Québécois, les étudiants, les fonctionnaires, les ouvriers, les syndicats et tous les politiciens sont responsables. Mais – vous avez remarqué? – aucun patron ! À croire que le Québec est le paradis de l'autogestion, ce système où les salariés dirigent collectivement leurs entreprises.

Lorsqu'on lit ce genre de prose, on a du mal à comprendre pourquoi le « médiocre » Québec, qui représente moins du quart de la population canadienne, concentre dans ses frontières plus que sa part des emplois de haute technologie. Pourquoi Montréal détient la plus forte concentration d'emplois de haute technologie des villes canadiennes et est parmi les cinq premières en Amérique du Nord dans ce domaine.

Comment les pratiquants de « l'à-peu-près » peuvent-ils avoir fait de Montréal la troisième capitale mondiale de l'aérospatiale ? Pourquoi la moitié des effets spéciaux d'Hollywood sont-ils produits chez nous ? Comment expliquer qu'une entreprise de Laval, Mondo, ait construit la piste d'athlétisme, les terrains de

basketball et de handball des Jeux olympiques de Pékin de 2008 ; que le Groupe GSM, de Montréal, ait aménagé l'observatoire au sommet de la tour la plus haute au monde à Dubaï ; et que la société MPB Communications, aussi de Montréal, conçoive pour la Nasa le petit véhicule d'exploration qui devra répondre à cette grande question : où trouve-t-on de l'eau sur Mars ?

Bref, comment notre « tolérance pour la médiocrité » explique-t-elle que nos créateurs soient constamment appelés à la rescousse pour mettre en scène des hommages aux Beatles, à Michael Jackson ou au centenaire du cinéma, que nous avons plus que notre part d'astronautes ou de sièges sociaux d'organisations internationales ?

Il y a là un paradoxe. On sent bien qu'une certaine droite québécoise carbure à la détestation du Québec, donc à la détestation de soi. Il y a une joie non feinte, dans les lignes que je viens de citer, mais qu'on retrouve à intervalles réguliers, à présenter le Québec, donc soi-même, comme colonisé, en retard, tribal, paresseux. Son organisation politique, son système social, ses organisations, sa fiscalité, les services rendus par son secteur public sont donc tous contaminés par cette médiocrité présumée et doivent en être purgés.

Alain Dubuc, de *La Presse*, a beaucoup donné dans ce registre. On est étonné de lire dans son ouvrage de 2006, *Éloge de la Richesse*, le passage suivant :

[...] nous sommes sans le sou. Partout, dans les pays industrialisés où nous allons, il y a de l'argent pour réparer les routes. Partout ailleurs, peu importe la philosophie du régime de santé, il sera possible de se faire soigner sans attendre.

Partout ? Je croyais que *La Presse* avait assez de budget pour envoyer ses chroniqueurs aux États-Unis, où les infrastructures tombent en ruine, où un

Américain sur sept n'a pas accès à une couverture d'assurance-maladie. Sait-on aussi qu'il y a des listes d'attente ailleurs au Canada, au Royaume-Uni et même, oui, en France ?

Mais la chose est entendue. Nous sommes, écrit Dubuc, « médiocres », le Québec ayant « quelque chose de tiers-mondiste », au point où nous sommes des « cocus contents ». Comment nous y sommes-nous pris pour tomber si bas ?

L'impasse n'est pas circonstancielle. Elle est le résultat de décennies de mauvais choix et de mauvaise gestion, de valeurs et de comportements incrustés [...].

Bref, nous ne sommes pas nuls accidentellement. Nous le sommes dans la durée...

Chaque argument de droite est-il nul et non avénu ? Non, évidemment. Même si on devait croire l'expression un peu pompeuse de Jean Charest selon laquelle le Québec « est parmi ce que l'humanité a de mieux à offrir », le fait est que le Québec, comme toutes les autres sociétés, a ses faiblesses, ses dysfonctions, ses grippages. Et il vit aujourd'hui avec le cancer de la corruption dans le secteur de la construction.

J'ai écrit, ailleurs, sur les réformes importantes qui permettraient, à mon humble avis, de faire encore mieux. Je reprendrai certaines de ces idées ici, car rien ne nous permettra mieux, à l'avenir, de contenir le virus idéologique de la droite que de conduire le Québec vers des succès toujours plus grands, pour que notre coin d'Amérique soit toujours plus solide et toujours plus solidaire.

METTRE LA DROITE K.-O.

Le petit livre que vous avez entre les mains a deux fonctions. D'abord celle de servir d'antivirus face

aux arguments les plus employés par notre droite locale. Chaque affirmation est prise de front, chiffres à l'appui, et renvoyée là où elle devrait rester : aux poubelles de l'argumentation. K.-O.

Ensuite, ces pages veulent inviter les Québécois, non à la passivité et au contentement béat, mais à la réforme et à l'audace pour aller encore plus loin, faire encore plus fort. J'ai la faiblesse de penser que, malgré tous les obstacles et avec tous ses défauts, le Québec a réussi à créer en Amérique du Nord une société dont la qualité de vie se compare avantageusement à celle de ses voisins. Et n'est-ce pas là l'objectif : la qualité de la vie des citoyens ?

Le Québec y est parvenu, entre autres, parce qu'il a résisté à un certain nombre d'appels néolibéraux pressants au rapide démantèlement de l'État, à la privatisation à tout va, au recul du syndicalisme et de l'action collective, au triomphe de l'individualisme.

Dans un environnement nord-américain qui vire nettement à droite – à Ottawa et à Washington –, le Québec a pour défi de trouver un point de passage entre la régression sociale incarnée par les propositions néolibérales et un refus du changement qui nous condamnerait au surplace. J'estime que les Québécois sont preneurs de réformes importantes, pour peu qu'elles respectent leurs valeurs.

Mais il leur faut connaître leurs forces, pour pouvoir tabler sur elles, et leurs faiblesses, pour pouvoir les surmonter. Il ne faut pas se penser faible là où on est fort. Il ne faut pas se laisser envahir par le virus des arguments de droite. Voici quelques pages qui fournissent des anticorps.

LES QUÉBÉCOIS SONT-ILS VRAIMENT MÉDIOCRES ?

Ni travailleurs ni productifs? Citoyens d'une province pauvre? Membres d'un peuple de quêteux? Tribaux et nombrilistes? Faux, archifaux! rétorque Jean-François Lisée.

À sa manière inimitable et dans la tradition du pamphlet politique, l'auteur confronte une quinzaine d'idées reçues sur les Québécois et les démolit l'une après l'autre. Ce « guide contre la dépression » avance des contre-arguments solides et documentés face aux mythes les plus employés par la droite économique. Chaque (fausse) affirmation est prise de front et réfutée de façon convaincante, chiffres à l'appui. S'ensuit une défense vibrante de la viabilité économique de l'État québécois, voire celle d'un Québec souverain, de ce coin d'Amérique que l'on souhaiterait toujours plus solide et solidaire.



Fils d'un père entrepreneur et d'une mère féministe de Thetford Mines, Jean-François Lisée a été tour à tour journaliste, chroniqueur, écrivain, conseiller politique, directeur d'un centre universitaire, blogueur. Il est surtout père de quatre enfants.



ISBN 978-2-7604-1098-5

